



## TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN RECHERCHE

Offre d'emploi : SE-19-28

Direction : Protection et promotion des droits de la jeunesse

Statut : Emploi temporaire à temps complet pour une période d'un (1) an

Type de poste : Personnel syndiqué

Nombre d'heures par semaine : 35

Ville : Montréal

Salaire minimum : 40 069 \$

Salaire maximum : 56 944 \$

Maximum à l'embauche : 47 009 \$

Début de l'affichage : 22-08-2019

Fin de l'affichage : 03-09-2019

---

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse souscrit à un programme d'accès à l'égalité et les candidatures des membres des groupes visés (les femmes, les minorités visibles, les minorités ethniques, les Autochtones et les personnes handicapées) sont encouragées. Si vous êtes une personne handicapée, vous pouvez recevoir de l'assistance pour des mesures d'adaptation pour le processus de présélection et de sélection.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a été constituée en 1976 par la Charte des droits et libertés de la personne. Son nom et sa mission actuelle proviennent de la fusion, en 1995, de la Commission des droits de la personne et de la Commission de protection des droits de la jeunesse. Nous sommes un organisme indépendant du gouvernement et nous remplissons notre mission au seul bénéfice des citoyens et dans l'intérêt du public. Nous veillons à la promotion et au respect des droits énoncés dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Nous veillons aussi à la protection de l'intérêt de l'enfant et au respect des droits qui lui sont reconnus par la Loi sur la protection de la jeunesse et par la loi sur le système de justice pénale pour adolescents. De plus, nous veillons à l'application de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics.

Faites partie d'une équipe dynamique et engagée qui vous offrira des défis stimulants et des expériences professionnelles diversifiées.

### Exigences essentielles

Détenir un diplôme d'études collégiales avec spécialisation en techniques de recherche sociale ou dans une autre spécialisation pertinente dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.

Est également admissible une candidate ou un candidat qui a un nombre d'années de scolarité inférieur à celui exigé au paragraphe précédent, à condition qu'elle ou il compense chaque année de scolarité manquante par deux (2) années d'expérience pertinente; toutefois, la candidate ou le candidat doit détenir au moins un certificat d'études secondaires équivalant à une onzième (11ième) année ou à une cinquième (5ième) année du secondaire reconnu par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.

Est également admissible une candidate ou un candidat ayant six (6) années d'expérience pertinente aux attributions du poste.

Et doit posséder une (1) année d'expérience pertinente aux attributions du poste.

## Description du poste

Sous l'autorité de la directrice ou du directeur de la direction de la protection et promotion des droits de la jeunesse (DPPDJ), la titulaire ou le titulaire du poste assiste les professionnelles ou les professionnels dans l'organisation, le traitement et le suivi des informations recueillies à des fins de recherche. Elle ou il effectue également différents travaux de nature administrative reliés à la direction.

Plus précisément, la ou le titulaire du poste a comme tâche, de façon non limitative de :

- Effectuer les tâches techniques reliées à l'exploitation statistique de bases de données et à la production de documents d'analyse;
- Participer à la recherche documentaire, notamment sur Internet selon des thèmes choisis;
- Créer des bases de données simples, exploiter sous forme de requêtes et transmettre les résultats;
- Effectuer le support informatique au sein de l'équipe pour des applications informatiques intégrées dans la suite Microsoft Office et pour les utilisateurs de bases de données conçues dans le cadre de la recherche sociale ou d'enquêtes spéciales;
- Collaborer à la rédaction et à la mise en forme de documents;
- Participer à la collecte et au traitement des données qualitatives récoltées lors d'entrevues;
- Produire diverses données statistiques : rapport annuel, étude des crédits et autres;
- Soutenir la chercheur ou le chercheur dans des recherches sur les droits de l'enfant;
- Accomplir toute autre tâche connexe ou mandat particulier confié par la directrice ou le directeur et compatible avec l'emploi.

## Profil recherché

- Maîtrise des logiciels Word, Excel et Access sous l'environnement Windows;
- Connaissance de Office 365;
- Maîtrise des habiletés liées à l'utilisation du langage spécialisé des méthodes de recherche;
- Bonne connaissance des règles et de l'orthographe du français écrit et bonne capacité rédactionnelle;
- Forte aptitude pour le travail d'équipe;
- Capacité démontrée dans l'analyse de bases de données;
- Capacité à planifier et organiser le travail de façon efficace et méthodique;
- Capacité à travailler avec un certain degré d'autonomie;
- Facilité à communiquer oralement;
- Capacité à gérer plusieurs mandats distincts à la fois.

## Avantages

- Journées de vacances;
- Journées de maladie;
- Assurances collectives;
- Régime de retraite à prestations déterminées;
- Horaire flexible;
- Programme d'aide aux employés;
- Accès facile en transport collectif.

Pour soumettre votre candidature, veuillez consulter le site de la Commission ([www.cdpedj.qc.ca](http://www.cdpedj.qc.ca)) à la rubrique *Emplois à la Commission* et faites nous parvenir le questionnaire d'identification (facultatif) dûment complété ainsi que votre curriculum vitae **en indiquant le numéro de concours (SE-19-28) au plus tard le 3 septembre 2019** à 17h00 par courrier électronique à l'adresse suivante : [rh@cdpedj.qc.ca](mailto:rh@cdpedj.qc.ca).

**Veillez prendre note que nous communiquerons uniquement avec les candidatures retenues.**

*La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse souscrit à un programme d'accès à l'égalité et les candidatures des membres des groupes visés (les femmes, les minorités visibles, les minorités ethniques, les Autochtones et les personnes handicapées) sont encouragées. Les personnes handicapées qui le désirent peuvent recevoir de l'assistance pour des mesures d'adaptation en lien avec le processus de présélection et de sélection.*